



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS *SPECIAL DELEGATIONS DE SIGNATURE*

Edition n° 07 du 13 février 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr

☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 13 février 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	223
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	223
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	223
Bureau de l'interministérialité.....	223
Arrêté modificatif N° 12.BI.06 du 10 février 2012 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques.....	223
Arrêté modificatif N° 12.BI.07 du 10 février 2012 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la coordination interministérielle et des moyens.....	223
Arrêté N° 12.BI.08 du 10 février 2012 accordant délégation de signature à M. Lionel THIEBAUT, chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication (SIDSIC).....	223
Arrêté de subdélégation N° 12.BI.09 du 10 février 2012 donnant habilitation à M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, pour la mise en œuvre des programmes :.....	224
- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER.....	224
- développement rural 2007-2013 FEADER.....	224
Arrêté de subdélégation N° 12.BI.10 du 10 février 2012 donnant habilitation à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey, pour la mise en œuvre des programmes :.....	225
- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER.....	225
- développement rural 2007-2013 FEADER.....	225
Arrêté de subdélégation N° 12.BI.11 du 10 février 2012 donnant habilitation à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, pour la mise en œuvre des programmes :.....	225
- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER.....	225
- développement rural 2007-2013 FEADER.....	225
Arrêté de subdélégation N° 12.BI.12 du 10 février 2012 donnant habilitation à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, pour la mise en œuvre des programmes :.....	226
- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER.....	226
- développement rural 2007-2013 FEADER.....	226
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	227
DIRECTION INTERREGIONALE	
DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....	227
Délégations de signatures du 23 décembre 2011 accordées par le Chef d'établissement du Centre Pénitentiaire de Nancy-Maxéville en application du Code de procédure pénale (articles R 57-8 et R 57-8-1).....	227
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,	
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	230
Arrêté n° 01/2012 du 10 février 2012 portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine.....	230
Arrêté n° 02/2012 du 10 février 2012 portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine.....	231

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité***Arrêté modificatif N° 12 BI 06 du 10 février 2012 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté ministériel n° 09/1475/A du 21 janvier 2010 portant mutation, nomination et détachement de Mme Antoinette AUDIA, attachée principale d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.119 du 19 décembre 2011, accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral n° 11.BI.119 du 19 décembre 2011 susvisé est modifié comme suit :

Article 4 : alinéa 4-6

Ajouter : Mme Aurélie HEUZE et M. Hervé JEANNEROT, secrétaires administratifs.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 10 février 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté modificatif N° 12.BI.07 du 10 février 2012 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la coordination interministérielle et des moyens

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'État effectuée au plan local ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU l'arrêté ministériel n° 10/0103/A du 21 janvier 2010 portant réintégration, nomination et détachement de M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de préfecture, dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur de la coordination interministérielle et des moyens de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er février 2010 pour une période de cinq ans ;
VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2012, portant organisation des services de la préfecture ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.75 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la coordination interministérielle et des moyens ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral N° 11.BI.75 du 22 août 2011 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Article 1er : Le paragraphe " VI – POUR LE SERVICE DEPARTEMENTAL DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (D.C.I.M./5) " est supprimé.

Article 4 : L'alinéa " Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) " est supprimé.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la coordination interministérielle et des moyens, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 10 février 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.08 du 10 février 2012 accordant délégation de signature à M. Lionel THIEBAUT, chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication (SIDSIC)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2012, portant organisation des services de la préfecture ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Lionel THIEBAUT, inspecteur principal des systèmes d'information et de communication, chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les documents relatifs à :

- la permanence des liaisons gouvernementales ;
- l'analyse et le développement de projets applicatifs locaux et des sites web (notamment Intranet, Internet) ;
- la gestion technique des matériels et des réseaux ;
- l'assistance bureautique, la gestion administrative des matériels et logiciels ;
- le standard de la préfecture ;
- le rôle de prescripteur qui comprend :
 - . la décision de dépenses et recettes en validant des expressions de besoins,
 - . la constatation du service fait,
 - . le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Lionel THIEBAUT, chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 10 février 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté de subdélégation N° 12.BI.09 du 10 février 2012 donnant habilitation à M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, pour la mise en œuvre des programmes :

- **objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER**
- **développement rural 2007-2013 FEADER**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU les deux décisions du 7 octobre 2011 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;
VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER.

Cette habilitation concerne la mesure A5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel, lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre départemental.

Elle consiste à :

- (1) -recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- (2) -délivrer les accusés de réception ;
- (3) -instruire et suivre les dossiers de demandes ;
- (4) -proposer les dossiers complets au comité de programmation (sous-comité FEDER) ;
- (5) -informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions et les avis rendus par le comité de programmation (sous-comité FEDER) ;
- (6) -signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- (7) -réaliser le suivi et la gestion des dossiers ;
- (8) -attester le service fait au moment des demandes de paiement ;
- (9) -procéder au paiement des factures au moyen des crédits qui lui sont délégués ;
- (10) -archiver les dossiers et les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- (11) -signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation des fonds européens en Meurthe-et-Moselle ;
- (12) -organiser au plan départemental les modalités et les moyens pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant des fonds structurels ;
- (13) -organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

1.2 : pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER.

Cette habilitation concerne les dispositifs 311, 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-B, 323-D, 323-E, 331, 341-A, 341-B, 411, 412, 413, 421 et 431 du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER lorsqu'ils ne dépassent pas le cadre départemental.

Elle consiste à :

- (1) -recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- (2) -délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- (3) -instruire et suivre les dossiers de demandes (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement) ;
- (4) -proposer les dossiers complets au comité de programmation (sous-comité FEADER, excepté pour les dossiers LEADER) ;
- (5) -informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions et les avis rendus par le comité de programmation (sous-comité FEADER, excepté pour les dossiers LEADER) ;
- (6) -signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- (7) -réaliser le suivi et la gestion des dossiers ;

- (8) -attester le service fait au moment des demandes de paiement ;
- (9) -arrêter les états de paiement qui seront mandatés par l'A.S.P. ;
- (10) -archiver les dossiers et les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- (11) -signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation du FEADER en Meurthe-et-Moselle ;
- (12) -organiser au plan départemental les modalités et les moyens pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant du FEADER ;
- (13) -organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY, les habilitations détaillées à l'article 1 seront exercées par M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY et de M. Luc VILAIN les habilitations seront exercées par M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale, pour :

- les actions (1), (2), (3), (4), (7), (8), (9) et (10) du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER ;
- les actions (1), (2), (3), (4), (7), (8), (9) et (10) du programme de développement rural 2007-2013 FEADER.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY, de M. Luc VILAIN et de M. Francis GIROUX, les habilitations visées à l'article 3 seront exercées par Mme Marie-Line BOULANGER, chef du bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Luc VILAIN sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant quinze jours dans les locaux de la préfecture et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, ainsi qu'à M. Francis GIROUX, Mme Marie-Line BOULANGER et la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 10 février 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté de subdélégation N° 12.BI.10 du 10 février 2012 donnant habilitation à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey, pour la mise en œuvre des programmes :

- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER
- développement rural 2007-2013 FEADER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 4 février 2011 nommant Mme Christine BOEHLER sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les deux décisions du 7 octobre 2011 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;

VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de BRIEY, dans la limite territoriale de son arrondissement :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel, à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- instruire les dossiers de demandes.

1.2 : pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A et 341-B du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER, à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- instruire et suivre les dossiers de demande.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine BOEHLER, les habilitations qui lui sont consenties à l'article 1 seront exercées par M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et Mme Christine BOEHLER sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant quinze jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de Briey et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, à M. Olivier BECKER et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 10 février 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté de subdélégation N° 12.BI.11 du 10 février 2012 donnant habilitation à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, pour la mise en œuvre des programmes :

- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER
- développement rural 2007-2013 FEADER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 1er août 2011 nommant M. Alexis ANDRES sous-préfet de LUNEVILLE ;
VU les deux décisions du 7 octobre 2011 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;
VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de Lunéville, dans la limite territoriale de son arrondissement :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demandes de subventions,
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- instruire les dossiers de demandes.

1.2 : Pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A et 341-B du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- instruire et suivre les dossiers de demande (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement) .

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexis ANDRES, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Alexis ANDRES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant quinze jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de Lunéville et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, à M. André BINSINGER et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 10 février 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté de subdélégation N° 12.BI.12 du 10 février 2012 donnant habilitation à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, pour la mise en œuvre des programmes :

- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER
- développement rural 2007-2013 FEADER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU les deux décisions du 7 octobre 2011 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;
VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de Toul, dans la limite territoriale de son arrondissement :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel, à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demandes de subventions,
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- instruire les dossiers de demandes.

1.2 : Pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A, 341-B, 413, 421 et 431 du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER, à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement) .

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert ESPIASSE, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Mme Sylvie ZANDER, secrétaire administratif de classe exceptionnelle à la sous-préfecture de Toul.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de Toul et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, à Mme Sylvie ZANDER et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 10 février 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
DIRECTION INTERREGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

Délégations de signatures du 23 décembre 2011 accordées par le Chef d'établissement du Centre Pénitentiaire de Nancy-Maxéville en application du Code de procédure pénale (articles R 57-8 et R 57-8-1)

Monsieur MASSARD Yannick, Chef d'établissement du Centre Pénitentiaire de Nancy-Maxéville,

VU le code de procédure pénale, notamment son article R57-6-24.

VU l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

VU l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005

VU l'arrêté du ministre de la justice en date du 6 décembre 2011 nommant Monsieur MASSARD Yannick, en qualité de chef d'établissement du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE.

D E C I D E

Article 1er : Délégation permanente est donnée à Mme Laure PERRIN, Directrice des services pénitentiaires, Adjointe au chef d'établissement, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Mme Paloma CASADO TORRES, Directrice des services pénitentiaires, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à M. Mickaël MERCI, Directeur des services pénitentiaires, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Mme Irène KOMAN, Attachée d'administration, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 5 : Délégation permanente est donnée à Mme Marie-Adelaïde WAGNER, Attachée d'administration, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 6 : Délégation permanente est donnée à M. Francky BLOSCH, Directeur technique, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 7 : Délégation permanente est donnée à Mme Edith LOCATELLI, Capitaine pénitentiaire, Responsable UHSI, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 8 : Délégation permanente est donnée à M. Armand MATHE, Capitaine pénitentiaire, Responsable de l'UHSA, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 9 : Délégation permanente est donnée à M. Laurent ANTOINE, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 10 : Délégation permanente est donnée à M. Alain BONIN, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 11 : Délégation permanente est donnée à M. Olivier CHEREAU, Lieutenant pénitentiaire, Chef de détention, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 12 : Délégation permanente est donnée à M. Karl DESPAUX, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 13 : Délégation permanente est donnée à M. Didier LECLERC, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 14 : Délégation permanente est donnée à M. Jean-Claude MARX, Capitaine pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 15 : Délégation permanente est donnée à Mme Frédérique MATTHYS, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 16 : Délégation permanente est donnée à M. Johan MINY, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 17 : Délégation permanente est donnée à Mme Myriam PRIN, Capitaine pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 18 : Délégation permanente est donnée à M. Pierre RAMETTE, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 19 : Délégation permanente est donnée à M. Philippe AUBRY, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 20 : Délégation permanente est donnée à M. Dominique AZAM, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 21 : Délégation permanente est donnée à M. Dominique BANSEPT, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 22 : Délégation permanente est donnée à M. Alain BERNARD, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 23 : Délégation permanente est donnée à M. Nicolas BERTEAUX, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 24 : Délégation permanente est donnée à M. Brice BOULE, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 25 : Délégation permanente est donnée à Mme Corinne CESARI, Première surveillante, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 26 : Délégation permanente est donnée à M. Emmanuel CESARI, Major pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 27 : Délégation permanente est donnée à M. Olivier CHEVRE, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 28 : Délégation permanente est donnée à M. Francis CLAUDE, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 29 : Délégation permanente est donnée à M. Wilfrid CORDIER, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 30 : Délégation permanente est donnée à M. Rémi CRETON, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 31 : Délégation permanente est donnée à M. Steve DANDREY, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 32 : Délégation permanente est donnée à M. Alain DELANNAY, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 33 : Délégation permanente est donnée à M. Eric DUPLAN, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 34 : Délégation permanente est donnée à M. Xavier GABARROT Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 35 : Délégation permanente est donnée à M. Pierre GALLET, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 36 : Délégation permanente est donnée à Mme Sylvie GRANIER, Première surveillante, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 37 : Délégation permanente est donnée à M. Emile HERZIG, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 38 : Délégation permanente est donnée à M. Raphaël JEANNOT, Major pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 39 : Délégation permanente est donnée à M. Fabien LEFEBVRE, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 40 : Délégation permanente est donnée à M. Didier LUDMANN, Major pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 41 : Délégation permanente est donnée à M. Stéphane MALVASIO, Major pénitentiaire, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 42 : Délégation permanente est donnée à Mme Fabienne MUTZ, Première surveillante, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 43 : Délégation permanente est donnée à M. François PELLICORI, Premier surveillant, aux fins de signer au du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 44 : Délégation permanente est donnée à M. Marc ROUERS, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 45 : Délégation permanente est donnée à M. Janick SERVEAUX, Premier surveillant, aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Le Directeur,
Yannick MASSARD

Le Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE donne délégation de signature, en application du Code de procédure pénale (articles R 57-8 et R 57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

[illegible]

Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue	D. 283-3	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Placement à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement	R.57-7-18	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle	R.57-7-22	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Engagement des poursuites disciplinaires	R.57-7-15	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Présidence de la commission de discipline	R-57-7-6	*	*	*								*	*											
Désignation des membres assesseurs de la commission de discipline	R-57-7-8	*	*	*								*	*											
Prononcé des sanctions disciplinaires	R-57-7-7	*	*	*								*	*											
Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires	R-57-7-54 à R.57-7-59	*	*	*								*	*											
Dispense d'exécution. Suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	R.57-7-60	*	*	*	*	*	*					*	*											
Désignation d'un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas ou ne parlent pas la langue française	R.57-7-25 ; R.57-7-64	*	*	*	*	*	*					*	*											
Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement	R.57-7-62	*	*	*								*	*											
Décision de ne pas communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires	R.57-7-64	*	*	*																				
Proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R.57-7-64 ; R.57-7-70	*	*	*																				
Rédaction du rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R.57-7-67 ; R.57-7-70	*	*	*																				
Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence	R 57-7-65	*	*	*	*	*	*					*	*											
Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure	R.57-7-66 ; R.57-7-70	*	*	*																				
Levée de la mesure d'isolement	R.57-7-72 ; R.57-7-76	*	*	*																				
Fixation de la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir sont autorisées à détenir.	D 122	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif	D 330	*	*	*	*	*	*					*	*											
Autorisation pour une personne détenue de retirer des sommes de son livret de Caisse d'Epargne	D 331	*	*	*	*	*	*					*	*											
Autorisation pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible	D 421	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*											
Autorisation pour une personne hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif	D 395	*	*	*			*	*	*	*	*	*	*											
Autorisation pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite	D 422	*	*	*	*	*	*					*	*											
Retenue sur part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés	D 332	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*											
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire	D 337	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Autorisation de remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui apparten qui ne peuvent être transférés en raison de leur volume ou de leur poids	D 340	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Suspension de l'habilitation d'1 personnel hospitalier de la compétence du chef d'établissement	D 388	*	*	*	*	*	*																	
Suspension provisoire, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire agréé	R 57-6-16	*	*	*	*	*	*																	
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves	D 473	*	*	*	*	*	*																	
Autorisation de visiter l'établissement pénitentiaire	R.57-6-24 ; D 277	*	*	*																				
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation	D 389	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*									*	*	*
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé	D 390	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*			*	*					*	*	*
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite	D 390-1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*			*	*					*	*	*
Autorisation pour les ministres du culte extérieurs de célébrer des offices ou prêches	D 439-4	*	*	*	*	*	*																	

VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;
VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2011-20 en date du 03 janvier 2011 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative au fonctionnement du service ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2010-1903 en date du 01 septembre 2010 du Préfet de la Meuse portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2011-61 du 3 janvier 2011 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2011/2841 en date du 25 octobre 2011 de la Préfète des Vosges portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Catherine LAGNEAU en qualité de Responsable du pôle entreprises, emploi et économie de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI en qualité de Responsable du pôle politique du travail de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de M. Claude PARMENTELAT en qualité de Responsable du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie de la DIRECCTE Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à Mme Catherine LAGNEAU, Responsable du Pôle Entreprises, Emploi et Economie, à Mme Danièle GIUGANTI, Responsable du pôle politique du travail, à M. Claude PARMENTELAT, Responsable du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie et à Mme Annie AIGUIER, Directrice du Travail de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente subdélégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, subdélégation est donnée à l'effet de signer :

- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Entreprises, Emploi et Economie » à Mme Emmanuelle ABRIAL, M. Jean-Marie FRANCOIS et M. Jean DE ZELICOURT ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement industriel à Mme Stéphanie MONIN ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement international à M. Jean-Paul PAOLI ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du tourisme à Mme Chantal CARTAU ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du commerce et de l'artisanat à M. Jean-Marie GRY et Mme Marie REDON ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine des mutations économiques et du développement de l'emploi à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, subdélégation est donnée à M. François KIFFER, à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « politique Travail ».

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude PARMENTELAT, subdélégation est donnée à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIME, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Philippe RICHARD à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et métrologie ».

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 51/2011 en date 28 octobre 2011 est abrogé.

Article 5 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégataires désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 10 février 2012

Le Directeur Régional,
Serge LEROY

Arrêté n° 02/2012 du 10 février 2012 portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse ;
VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2011-19 en date du 03 janvier 2011 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;
VU l'arrêté n° 11.OSD.16 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté n° 2010-1904 en date du 01 septembre 2010 du Préfet de la Meuse ;
VU l'arrêté n° 2010-64 du 8 juin 2010 du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle ;
VU l'arrêté n° 2011/2842 en date du 25 octobre 2011 de la Préfète des Vosges ;
VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Catherine LAGNEAU en qualité de Responsable du pôle entreprises, emploi et économie de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI en qualité de Responsable du pôle politique du travail de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de M. Claude PARMENTELAT en qualité de Responsable du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie de la DIRECCTE Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à Mme Catherine LAGNEAU, Responsable du Pôle Entreprises, Emploi et Economie, à Mme Danièle GIUGANTI Responsable du pôle politique du Travail, à M. Claude PARMENTELAT Responsable du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie et à Mme Annie AIGUIER, Directrice du Travail de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine, à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge LEROY, les décisions et actes relevant des attributions de la DIRECCTE Lorraine en matière d'ordonnancement secondaires des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 relevant des programmes suivants :

BOP 102 : accès et retour à l'emploi

BOP 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

BOP 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

BOP 134 : développement des entreprises et de l'emploi

BOP 155 : moyens de fonctionnement des directions régionales, des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

BOP 223 : tourisme

BOP 305 : stratégie économique et fiscale

Article 2 : Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;

- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;

- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour les programmes P 102, P 103, P 134 et P 223 à M. Jean DE ZELICOURT, Mme Emmanuelle ABRIAL, M. Jean-Marie FRANCOIS ;

- pour les programmes P 134 et P 223 et au titre de la certification du service fait et de la liquidation à M. Michel DELVOT ;

- pour le programme P 134 à Mme Stéphanie MONIN ;

- pour le programme P 223 et au titre de la certification du service fait à Mme Chantal CARTAU ;

- pour le programme P 103 et au titre de la certification du service fait à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 111 à M. François KIFFER.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude PARMENTELAT, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 134 et au titre de l'ordonnancement secondaire des recettes en matière de métrologie à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIME, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Philippe RICHARD.

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 50/2011 en date 28 octobre 2011 est abrogé.

Article 5 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégataires désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges et dont un exemplaire original sera adressé à M. le Directeur Régional des Finances Publiques de la Lorraine et du Département de la Moselle et à Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 février 2012

Le Directeur Régional,
Serge LEROY

